

Burundi : l'opposition dénonce un gouvernement mono-ethnique et mono-partisan

La Libre Belgique, le 7 juillet 2020 L'opposition en exil dénonce, dans un communiqué daté du 6 juillet, la formation de Gitega, la nouvelle capitale burundaise, d'un gouvernement « mono-ethnique » et issu du seul parti CNDD-FDD et ses alliés.

Cela est fait, selon le communiqué de la coalition d'opposition CFOR-Arusha, après la mise en scène du 20 mai dernier. Les résultats en avaient été tellement tripatouillés que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) avait dû retirer ses chiffres tant ils étaient invraisemblables. La CFOR-Arusha y voit un effet direct de l'élimination de l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2005; 300.000 morts), de la nouvelle Constitution de 2018, en vigueur depuis son adoption par un référendum irrégulier, notamment parce que les opposants au texte n'avaient pas le droit de faire campagne, contrairement à ses promoteurs. Tyrannie militaire La répression croissante et le gouvernement militarisé sont une preuve, estime la CFOR-Arusha, que le nouveau président Evariste Ndayishimiye tiendra sa promesse de perpétuer la tyrannie militaire mise en place par son prédécesseur depuis 2005. La « récente agression militaire contre le Rwanda » venue du Burundi, où se sont repliés les attaquants la nuit du 27 juin, est une « preuve » que le régime burundais « continuera à être une menace pour la paix et la sécurité non seulement du Burundi mais aussi de toute la sous-région ». La CFOR-Arusha demande donc à la communauté internationale de « sortir de sa torpeur et de prendre des mesures musclées » contre le régime militaire burundais, « compris isolement diplomatique et des sanctions économiques et personnelles », afin de pousser le régime à enfin négocier avec son opposition. La CPI doit accélérer son enquête Elle demande aussi à la Cour pénale internationale (CPI) d'accélérer l'enquête sur les crimes contre l'humanité en cours au Burundi depuis 2015 pour les auteurs, qui sont même à la tête du nouveau gouvernement burundais puissent jouir d'une immunité totale et perpétuelle. Enfin, la coalition appelle à la constitution d'un « front de résistance citoyenne » pour réclamer l'établissement de l'Accord d'Arusha. MFC

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});